



**Comité Social d'Administration Local
de la DiSI Île-de-France du 14 octobre 2025**

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président du Comité Social d'Administration Local,
Mesdames et Messieurs,
Cher·e·s Camarades,

Ce CSAL s'ouvre dans un contexte politique inédit. Après avoir battu le record du gouvernement le plus long à se constituer, a été battu dans la foulée le record du gouvernement le plus rapidement démissionnaire, avant même que ne soient nommés les secrétaires d'État et prononcé sa déclaration de politique générale ! Le Premier Ministre démissionnaire fut alors « prolongé » jusqu'à désigner un nouveau gouvernement, une poignée de jours après la démission du précédent. Là encore, c'est une première dans l'histoire de notre République !

Aujourd'hui même, nous attendons la déclaration de politique générale du Premier Ministre à l'Assemblée Nationale, pour savoir s'il suspend la réforme des retraites, afin d'éviter une nouvelle censure de la part des députés. Ce soir serons-nous peut-être encore une fois sans gouvernement, seulement 4 jours après la constitution de ce dernier, un triste cirque...

Ce ne devrait pas être une surprise, tant cela démontre la déconnexion croissante entre le Président de la République et les Français. Persister dans le déni de démocratie et la négation du suffrage des électeurs de juillet 2024, en nommant en responsabilité des élus du parti le plus minoritaire à l'Assemblée, n'est plus acceptable.

Depuis sa nomination, les Français se sont exprimés massivement pour plus de justice sociale et fiscale, écrivant ainsi une rentrée sociale inédite. Plus de 2 millions de travailleurs, privés d'emploi, jeunes et retraités se sont déjà mobilisés les 10, 18 septembre et 2 octobre, pour dénoncer la violence du budget en préparation et exiger des réponses sociales.

Au lieu de revoir sa copie, de renoncer aux reculs sociaux (année blanche, réforme de l'assurance chômage, doublement des franchises médicales...), au lieu de mettre en place la justice fiscale et d'abroger la réforme des retraites, Sébastien Lecornu a préféré maintenir le budget et le gouvernement de son prédécesseur. Il n'a pas eu le

courage d'affronter les grands patrons et les plus riches et de rompre avec la politique de l'offre d'Emmanuel Macron. Il est donc le 5^e Premier ministre en 2 ans à avoir été contraint à la démission du fait de la violence sociale de sa politique, et ce sera peut-être à nouveau le cas ce soir.

Encore une fois, au lieu de changer de politique, le Président de la République a fait le choix du chaos institutionnel. Il prend le risque de transformer une crise sociale et démocratique en crise de régime. Cette décision est d'autant plus grave dans un contexte de tensions géopolitiques majeures, alors que l'extrême droite représente un danger central pour les démocraties, les libertés et les droits sociaux en France et dans le monde. **La population doit être entendue. Les dénis démocratiques et les passages en force doivent cesser.**

Le Medef, quant à lui, en multipliant les gesticulations pour empêcher toute justice fiscale et sociale, porte une lourde responsabilité. Il faut mettre en œuvre une refonte du modèle productif, et centrer les aides sur les petites et moyennes entreprises qui en ont davantage besoin, plutôt que d'accorder de fortes baisses d'impôts aux grandes entreprises et aux plus riches.

L'énormité des cadeaux faits aux entreprises et aux plus riches, sans conditions ni contreparties, est désormais connue et reconnue comme la cause principale des difficultés budgétaires de notre pays. Ces difficultés budgétaires frappent de plein fouet le service public, ses usagers et ses agents, par des mesures toujours plus injustes pour les salariés et les retraités.

Comme la CGT le martèle : il n'y aura pas de stabilité sans justice sociale !

Pour cela, la CGT appelle au rassemblement des forces de progrès social pour barrer la route à l'extrême droite et gagner enfin les réponses suivantes aux urgences fiscales, sociales et environnementales :

- **Mettre en place la justice fiscale.**
- **Réindustrialiser et décarboner le pays en investissant dans la transformation environnementale, plutôt que dans la course effrénée au surarmement.**
- **Débloquer les moyens nécessaires pour nos services publics.**
- **Mettre un terme aux attaques contre notre Sécurité Sociale.**
- **Abroger la réforme des retraites.**
- **Augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux.**
- **Mettre fin à la chasse aux travailleurs sans papier et à la stigmatisation des étrangers et des précaires.**